

# DÉMOCRATIE : LE MONDE D'APRÈS, DÈS MAINTENANT

## CONTRIBUTION DE CAROLINE JANVIER



Caroline Janvier est députée de la deuxième circonscription du Loiret. Diplômée de Sciences po Paris, elle a travaillé au Kenya avant de s'installer dans le Loiret afin de mettre à profit ses compétences dans une association au service des personnes vulnérables, sans abris, handicapées ou enfants à protéger. Elle siège au sein des commissions des Affaires sociales et des Affaires européennes. Elle est notamment rapporteure sur les volets autonomie et médico-social du Projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

### RÉSUMÉ

*A l'heure où la défiance envers la politique et ses acteurs se transforme en une remise en question des piliers de nos démocraties occidentales, il est temps de faire le point sur les atouts majeurs ayant mené nos institutions à fonctionner comme elles le font actuellement mais aussi de prendre une part active à la réflexion sur les meilleures façons de renouveler notre démocratie. Le ré-enchantement de la politique auprès des citoyens est un défi auquel tous les responsables publics doivent s'atteler dès maintenant. Plateformes participatives en ligne, fonctionnement des partis politiques, familiarité des Français et Françaises avec leurs représentants sont autant d'aspects à bâtir en rebondissant sur les nombreuses initiatives déjà lancées en ce sens depuis le début du siècle.*

**O**sons le dire. Notre époque présente ses défis, et ceux-ci sont inédits à l'échelle de l'humanité. De la protection sanitaire à la préservation du climat, ils sont planétaires.

**O**sons le dire. Cette époque est également formidable d'opportunités.

**P**our la première fois dans notre Histoire, nous dépassons les rêves les plus fous de création du commun dont rêvaient nos ancêtres. Les connaissances se propagent et se partagent – les 20 ans de Wikipedia en attestent. Le lien interculturel se fait avec un naturel grandissant grâce aux programmes de mobilité des étudiants (mais pas seulement) et aux flux de voyageurs accélérés par notre aviation de pointe. Le débat entre inconnus fait désormais partie de notre quotidien grâce aux réseaux sociaux.

**D**e la communication instantanée au rassemblement de savoirs par tous les experts méconnus de nos territoires, notre époque remet en question tous les présupposés sur lesquels nos aïeux avaient bâti leur analyse du monde.

**C**e chamboulement ne saurait donc avoir un impact nul sur ce qui fonde notre contrat social et notre organisation en société depuis plusieurs

siècles. Aujourd'hui, la démocratie se réinvente.

**« Une telle réinvention doit [...] intégrer proactivement à la démocratie de demain la valeur ajoutée du monde dans lequel nous vivons à présent. »**

**I**l va sans dire qu'une telle réinvention doit tenir sur deux jambes, l'une fruit de plusieurs siècles de réflexion politique et philosophique, l'autre intégrant proactivement à la démocratie de demain la valeur ajoutée du monde dans lequel nous vivons à présent. Il nous faut bien sûr prendre en considération la défiance à l'égard de notre système démocratique actuel. Ainsi, la Fondapol<sup>1</sup> souligne qu'entre les mois de janvier et de septembre 2020, la préférence pour la démocratie représentative recule de 64 à 59 % – par ailleurs, un quart des sondés se disent favorables à un système « où les citoyens décident à la place d'un gouvernement ce qui leur semble le meilleur pour le pays » et 12 % en faveur d'« un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement ni de ce que disent les médias ». Pourtant, le système parlementaire en tant que tel n'est pas à jeter comme un bébé avec l'eau du bain. Je demeure convaincue de l'importance de la séparation des pouvoirs théorisée par Montes-

---

<sup>1</sup> <https://www.fondapol.org/etude/2022-le-risque-populiste-en-france-vagues-2-et-3/>

quieu, et la démocratie représentative comme garant de la responsabilité de l'exécutif devant le peuple a maintes fois fait ses preuves pour garantir l'intérêt général et la protection des libertés individuelles.

**« Je demeure convaincue de l'importance de la séparation des pouvoirs [...] et la démocratie représentative [...] a maintes fois fait ses preuves. »**

Se pose aujourd'hui la question de la place à accorder à la démocratie dite « directe », sans intermédiaire. Il est indispensable de prendre en compte et de tirer profit des outils participatifs aujourd'hui à notre disposition. Cela se fera de façon optimale en combinant cette participation directe des citoyens avec la représentation de leur volonté par les élus. Un atout majeur rend en effet la démocratie représentative indissociable de la démocratie « tout court » : le fait que les élus doivent rendre des comptes à leurs électeurs. Ce concept traduit l'impérative nécessité pour les élus d'agir en suivant la volonté des citoyens qu'ils représentent, puisque ces derniers les ont mandatés à cette fin et mettront fin à leur rôle s'ils en sont insatisfaits. Il s'agit là d'une valeur ajoutée importante dans les débats qui l'opposent,

---

par exemple, à un législateur tiré au sort, dont l'on pourrait se demander ce qui le retiendrait d'agir selon son bon vouloir personnel. Cependant, notre système démocratique actuel a vocation à être enrichi par la participation et l'implication des citoyens d'autre manière.

D'autres aspects de notre démocratie posent naturellement question en 2021. La problématique de l'abstention croissante nous vient à l'esprit immédiatement. Il s'agit donc, non seulement d'identifier les façons de convaincre nos concitoyen(ne)s de se rapprocher des urnes, mais également de prendre à bras le corps la question du désintérêt envers la res publica – la chose publique – en résolvant les raisons pour lesquelles tant de gens restent chez eux les dimanches d'élections. Certains affirment que l'abstention est une solution face à un paysage politique dans lequel on ne se trouve plus son compte. Je ne cautionne pas cet argument. La gestion de la Cité est notre affaire à tou(te)s. Alors, que faire si aucun candidat ne nous plaît ? La question de la prise en compte du vote blanc est plus que jamais d'actualité. Mais une fois qu'on a dit cela, une fois le constat dressé, la responsabilité de l'action est entre les mains de n'importe lequel ou laquelle d'entre nous.

**C'**est la raison pour laquelle j'avais regardé d'un œil favorable l'idée d'une liste « Gilets jaunes » pour les élections européennes de 2019. A l'heure où j'écris ces lignes, un nombre inédit de jeunes s'engagent pour des causes sociétales à travers des collectifs, des associations ou encore des actes de consommation militants. Environnement, égalité des genres, lutte contre les discriminations ou l'exclusion sociale : en tant que députée, je suis fort bien placée pour souligner que ces causes sont hautement politiques et nous portent également en tant qu'élu(e)s. La politique n'est pas réservée à certain(e)s, elle tend les bras à celles et ceux qui veulent s'impliquer pour construire la société de demain. C'est précisément cette défiance envers la politique que j'espère voir s'atténuer pour finalement disparaître.

**B**ien des défis restent à relever pour renouveler les pratiques politiques. L'implication de tou(te)s, je l'ai dit. L'inclusion des personnes en situation d'exclusion sociale – les jeunes de nos quartiers, les personnes en situation de pauvreté, les sans-abris doivent prendre part aux choix politiques qui, pour nombre d'entre eux, les concernent. La séparation des pouvoirs doit être réaffirmée ainsi que la représentativité des électeurs par une éventuelle part proportionnelle aux élections législatives. Nombre d'initiatives visant à ac-

croître l'implication citoyenne dans notre débat démocratique se développent depuis plusieurs années à travers le pays. Je crois vivement à la valeur ajoutée qu'ils portent.

**D**e la même façon, la Convention citoyenne pour le climat est un exemple inédit de co-construction avec un groupe de citoyens tirés au sort et qui, une fois formés aux aspects techniques des questions environnementales, mirent sur pied 150 propositions après plusieurs mois de travail tout en respectant le rôle final du législateur. L'exercice mériterait d'être renouvelé pour d'autres priorités nationales.

**« L'appropriation de l'arène politique par les citoyen(ne)s implique une familiarisation avec celle-ci. »**

**P**ar ailleurs, le débat démocratique ne peut se passer de l'exigence d'intelligibilité des lois par les citoyens. Nul n'est censé ignorer la loi – mais quid des citoyen(ne)s qui baissent les bras face à sa complexité technique ? Trop de nos compatriotes considèrent que les débats démocratiques ne sont pas pour eux car ils ne s'y connaissent pas assez en droit pour y prendre part. Nous devons y remédier. Mais l'appropriation de l'arène politique par les citoyen(ne)s implique également une familiarisa-

tion avec celle-ci et c'est pourquoi je souhaiterais que les cours d'éducation civique – aujourd'hui l'EMC – se voient accorder une importance centrale dans l'enseignement. Pourquoi ne pas former des professeurs dédiés et y consacrer une véritable épreuve lors des examens finaux au collège comme au lycée ? Pourquoi même ne pas construire un module obligatoire pour nos jeunes sous la forme d'un jeu de rôle parlementaire en classe ? Les plus grands – les adultes – pourraient par ailleurs bénéficier de la création d'une Maison de la Démocratie près de nos institutions nationales, où l'on pourrait croiser la présentation des parlementaires en exercice, des quizz sur l'Histoire de nos Républiques ou encore un escape game dans un hémicycle miniature. Alors que le Parlementarium de Bruxelles ou encore le dôme du Reichstag à Berlin offrent au visiteur de passage un véritable espace pédagogique, citoyens et touristes suivent aujourd'hui une procédure fort administrative pour visiter le palais Bourbon en anticipant leur venue plusieurs mois à l'avance. Initiatives participatives, accessibilité des partis politiques à la société civile et pédagogie institutionnelle : qu'attendons-nous ?

*Cette contribution fait partie de l'ouvrage collectif coordonné par Décider ensemble « La démocratie bousculée. Quel renouvellement pour notre démocratie et nos systèmes de décisions ? ».*

*Publié en février 2021*